L'ÉNERGIE

DEMANDE DE MODIFICATION DE LA POLITIQUE

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, le ministre des Finances crucifie les Canadiens avec ses taux d'intérêt élevés et, comme Ponce Pilate, il s'en lave les mains.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Le taux de la Banque du Canada était de 11.76 p. 100 avant que le ministre ne présente son budget en octobre. Or, il s'élève maintenant à 18.71 p. 100, ce qui représente une hausse de 7 p. 100. Voilà les conséquences du budget du ministre. La question que je veux lui poser est la suivante: le Gouverneur de la Banque du Canada et le ministre prétendent que nos taux d'intérêt doivent augmenter, surtout parce que les taux d'intérêt américains ont augmenté et que le dollar canadien est faible. Le ministre va-t-il se décider enfin à modifier la nouvelle politique énergétique qui nuit au secteur des affaires, au secteur privé et aux provinces, et qui affaiblit le dollar canadien? Va-t-il modifier cette politique et s'entendre avec les provinces productrices de pétrole dans le but de nous sortir de cette récession et de permettre aux taux d'intérêt de baisser? Va-t-il le faire de lui-même ou va-t-il forcer le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ou le premier ministre à le faire?

• (1425)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, c'est avec raison que le député a relié les taux d'intérêt très élevés en vigueur au Canada à la hausse considérable des taux survenue aux États-Unis la semaine dernière. Comme l'ont fait remarquer des porte-parole de la Banque du Canada mardi dernier à la suite de la vente des bons du Trésor, les taux d'intérêt à court terme aux États-Unis ont augmenté au moins de 2 p. 100 la semaine dernière, après avoir connu une forte hausse en avril. J'ajouterai que, depuis la mi-avril, les taux d'intérêt aux États-Unis, ont augmenté de 2 p. 100 de plus qu'au Canada. Il ne fait aucun doute que la conjoncture américaine exerce sur notre pays une influence réelle qui se manifeste au chapitre des taux de change et des taux d'intérêt. Je suis heureux de constater que le député en est conscient.

En réponse à sa question, je tiens à lui dire que, bien entendu, le gouvernement a l'intention de conclure aussi rapidement que possible un accord avec le gouvernement de l'Alberta. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a déjà eu des entretiens avec des représentants albertains à ce sujet et, la semaine dernière, des pourparlers plus approfondis ont eu lieu. Nous espérons aboutir à une entente le plus tôt possible et nous n'épargnons aucun effort pour y arriver.

Questions orales LES FINANCES

LES MESURES POUR RENFLOUER LE DOLLAR CANADIEN

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, le dollar canadien ne serait pas si faible n'eussent été l'indifférence et la négligence du gouvernement depuis dix ans à l'égard de l'économie.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Voici la question que je pose au ministre: à quelles mesures songe-t-il pour renforcer le dollar canadien, pour lui assurer un peu d'autonomie à l'égard du dollar américain et pour nous faire sortir de cette impasse où son gouvernement nous a entraînés? A quelles mesures songe-t-il pour nous sortir de là? Son attitude vis-à-vis du public canadien ressemble à celle du phallocrate: si vous êtes sur le point d'être violée, tâchez au moins d'en jouir.

Nous voulons savoir quelles sont les mesures envisagées par le ministre pour raffermir notre dollar et voici ce que je lui demande: est-il prêt à nous promettre formellement d'interdire à la Banque du Canada de relever ses taux d'intérêt d'un seul iota, et cela quoi qu'il arrive aux taux d'intérêt aux États-Unis? Est-il prêt à nous faire cette promesse?

Des voix: Bravo!

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Non, madame le Président. Tout comme nos vis-à-vis, je déplore la montée des taux d'intérêt que j'estime pourtant inévitable dans les circonstances présentes. Je sais que les députés de l'opposition ont dit qu'ils parleraient d'économie aujourd'hui, demain et après-demain. Pour ma part je suis tout disposé à écouter leurs avis. Mais je demanderais au député de réfléchir à sa demande, aux conséquences qu'elle aurait, si un ministre des Finances peu soucieux de l'intérêt général y donnait suite, sur . . .

M. Crosbie: Nous en avons un!

M. MacEachen: . . . sur le taux d'inflation au Canada et le taux de change de notre monnaie. Le député sait parfaitement que sa proposition frise l'irresponsabilité.

L'ÉCONOMIE

LA PROMESSE FAITE PAR LE GOUVERNEMENT AU COURS DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Le ministre des Finances vient de dire que l'actuelle politique de taux d'intérêts élevés est inévitable. Le 9 novembre 1979, le premier ministre, qui était alors chef de l'opposition, a présenté une motion de non-confiance à l'endroit du gouvernement conservateur de l'époque parce que le fait qu'il tolérait des taux d'intérêts records était inacceptable. En novembre 1979, les taux d'intérêts étaient de 13 p. 100.